

## LA DIMENSION SOCIALE DES CENTRALES ET PROJETS D'ENERGIES RENOUVELABLES EN AFRIQUE DE L'OUEST

## QUELLE APPROCHE POUR UNE TRANSITION ENERGETIQUE JUSTE ET DURABLE ?

## Contexte

Au cours de ces dernières années, l'intérêt porté aux investissements dans les énergies renouvelables a conduit au financement croissant par des sources privées et publiques de projets d'énergies renouvelables en Afrique. Ces nouveaux investissements profitent de l'énorme potentiel en énergies renouvelables de l'Afrique et du coût moins élevé des énergies renouvelables, notamment de l'énergie éolienne, de la géothermie et de l'énergie solaire en particulier. C'est le cas au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali et dans plusieurs autres pays d'Afrique de l'Ouest et au-delà. L'on peut s'attendre à ce que cette tendance qui vient de commencer s'accélère dans un avenir proche au vu des programmes tels que l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (IAER) soutenue par l'Union Africaine ou l'initiative SE4ALL des Nations Unies.

La multiplication de ces projets de centrales d'énergies renouvelables, en sus des projets d'électification décentralisée existant, vise à répondre au besoin essentiel et immédiat d'accès et de sécurité énergétique des populations africaines<sup>1</sup> et à lutter ainsi contre les changements climatiques. Ces projets posent néanmoins un problème par rapport à leur impact au plan social<sup>2</sup>.

En effet, souvent ces nouveaux projets d'énergies renouvelables et parfois ceux qui existent déjà ne bénéficient pas toujours aux populations locales, en termes d'emplois, d'accès à l'énergie, de protection des terres, etc. compte tenu parfois de la réglementation sur la production indépendante de l'énergie, du niveau de scolarisation et de formation, etc. Par exemple, les centrales d'énergies renouvelables qui sont appelés à injecter leur production directement dans le réseau conventionnel national peuvent ne pas bénéficier directement, en termes d'accès à l'énergie, aux populations des zones d'implantation de ces centrales.

Par ailleurs, bien qu'il y ait des emplois lors de la construction ou la mise en place des projets d'ER et de leur exploitation, ceux-ci ne créent guère d'emplois qualifiés et durables pour les populations locales en raison du manque d'éducation de la population environnante.

Les espaces occupés par les projets et centrales constituent souvent aussi un manque à gagner pour la population locale qui utilisait ces terres auparavant à d'autres fins. Les indemnisations ne sont parfois pas conséquentes et sont juste temporaires.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>En Afrique de l'Ouest 57% de la population n'a pas accès l'électricité.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Voir par exemple et entre autres le cas du Ghana, où le barrage d'Akkosombo a inondé une grande partie de terre et ce sont justement les habitants de ces quelques iles dans ce lac qui sont les seules communautés au Ghana qui n'ont pas d'accès à l'électricité. L'impact est souvent plus important dans le cas des centrales hydroélectriques.

Les études d'impact envionnemental et social (EIES) devraient normalement permettre de gérer tous ces manquements notés si les Plans de gestion environnementale et sociale sont correctement mis en œuvre. Ce qui ne semble pas le cas, mettant en lumière les limites du suivi de la mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale (PGES).

Il existe cependant des exemples de bonnes pratiques pouvant être utilisées pour éclairer la mise en place de projets d'énergies renouvelables dans le cadre d'une transition énergétique juste et durable.

**Exemple :** centrale solaire de Malicounda au Sénégal, où avec des mécanismes adéquats de compensation réelles, la participation des communautés au capital en nature, l'entrée dans le capital, des dividendes annuels sont versées à la communauté, etc.

C'est dans ce contexte que ENDA, CEAS Burkina et Mali Folkecenter à travers le réseau INFORSE WA ont entamé un processus initial visant à déterminer une approche qui puisse permettre d'assurer une transition énergétique juste et inclusive des projets d'ER au bénéfice des populations concernées.

## Dialogues préliminaires : orientations et recommandations

Les dialogues initiés dans les trois pays que sont le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal autour du contenu social des grandes infrastructures de génération d'électricité d'orignie renouvelable (solaire, éolien, hydroélectricité, etc.) ont abouti aux conclusions et recommandations préliminaires suivantes :

- La nécessité de mettre en place un Guide à destination des collectivités locales pour les aider dans la négociation avec des investisseurs en énergie renouvelable
- Priorisation de l'accès à l'électricité pour les riverains pour des raisons d'équité et de justice et le développement des capacités locales en vue de la création d'emplois durables pour les jeunes
- Nécessité de mise en place d'une gouvernance locale inclusive pour une bonne participation et prise en compte des préoccupations des communautés dans la gestion des terres et des retombées économiques des projets d'énergie renouvelable.
- Déploiement d'une bonne communication et de la transparence dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets en impliquant les acteurs de développement au niveau local pendant toute la durée du projet

Ces importantes conclusions et recommandations constituent les résultats d'un travail préliminaire dans le cadre du projet ACEWA. Elles montrent la voie pour d'autres dialogues élargis et une analyse supplémentaire plus approfondie pour aboutir à une approche qui puisse bénéficier à toutes les parties.

Enda Energie
54 Rue Carnot - Cheikh Amidou Kane buiding - BP 3370 Dakar Sénégal
Tel.: +221 33 822 59 83 / 33 822 24 96 - Email: enda.energy@endaenergie.org -

Sites web : www.endaenergie.org www.inforse.org/africa/West\_Africa\_ACE.htm

Suivre tous les partenaires du projet sur les reseaux sociaux :

Facebook : @Enda.Energie, @acewaproject, @INFORSE, @mfcnyetaa, @Jve benin ong, @AFHON\_Côte D'ivoire, @VedvarendeEnergiDK @ceas.burkina2009

 $\textbf{Twitter}: @ Endaenergylinks, @ INFORSE\_ORG, @ MaliFolkecenter, @ JVE\_benin, @ AFHON\_CI, @ Vedv\_Energing and State of the Company of the C$ 



















